



Hommage à ceux qui  
défendent les rivières et leurs  
populations

# EAU, FLEUVES ET PEUPLES

FUNDACIÓN  
NUEVA CULTURA  
DEL AGUA

INTERNATIONAL  
RIVERS

EUROPEAN RIVERS  
NETWORK

## EAU, FLEUVES ET PEUPLES

"Hommage à ceux qui défendent les rivières et leurs populations"



Photo: Karen Robinson, fleuve Narmada



Le barrage sur le Mékong – Thaïlande

Photo: Eirik Linder et Francesca Casciarri / CALIAS.

Les conquêtes socio-économiques issues du développement productif de l'ère industrielle sont bien établies, reconnues et admirées. Toutefois, on connaît moins les impacts provoqués par les rejets polluants et la contamination diffuse, les grands barrages et les détournements d'eau, par la surexploitation des rivières et des fleuves, des lacs, des marais et des nappes phréatiques, par le déboisement et autres interventions humaines, justifiées par le paradigme de "domination de la nature" et le prétexte du "développement économique". Nous sommes confrontés aujourd'hui à une grave *crise globale de l'eau* qui affecte et met en danger la vie, la santé et le bien-être de milliards de personnes.



Le barrage des Trois-Gorges – Chine. Photos: Pierre Montavon

Les bénéfices économiques et sociaux apportés par les grands travaux hydrauliques ont été amplement diffusés. Leurs répercussions sur la société et l'environnement l'ont été beaucoup moins. Actuellement, on commence à reconnaître la gravité de ces impacts malgré le peu de documentation disponible.

La Commission Mondiale des Barrages (en anglais : WCD) a estimé, dans son rapport final présenté à Londres en l'an 2000, que le nombre de personnes, obligées à abandonner leurs maisons lors de l'inondation de leurs villages, peut varier entre 40 et 80 millions. Le manque de données fiables empêche de mieux préciser cette estimation démesurée qui rend plus manifeste encore l'« invisibilité » des personnes sinistrées. Au-delà de l'ampleur de ces chiffres, le plus dramatique est précisément cette méconnaissance, ce silence, cette invisibilité de la douleur humaine infligée au nom du progrès. Nous commençons à comprendre que le progrès ne peut pas s'obtenir à n'importe quel prix. Nous ne pouvons pas continuer à ignorer les conséquences directes et indirectes des politiques de l'eau que nous appliquons, en détournant simplement le regard.

Mary River, Australie. Photo: Aaron Burton



La responsabilité de cette situation incombe à l'ensemble de la société à l'échelle internationale. Certes, les pratiques des régimes autoritaires qui promeuvent ce genre d'ouvrages, tout en facilitant la surexploitation des ressources naturelles et la contamination des cours d'eau et des nappes phréatiques, aggravent encore les dommages en appliquant des méthodes plus dures, sans égards pour les droits les plus élémentaires des communautés spoliées. Toutefois, cela n'excuse pas le silence, sinon la complicité active des institutions internationales, des gouvernements des pays les plus puissants et des entreprises qui profitent de ces circonstances.

Le présent projet cherche à briser le silence et l'invisibilité honteuse qui masquent le drame de millions de personnes dans le monde entier.

Tant par ses aspects économiques que sociaux et écologiques, la répartition des coûts et des bénéfices qui résulte du modèle de développement en vigueur et des politiques de l'eau correspondantes a été terriblement injuste. D'un côté, les politiques de privatisation des services de l'eau et d'assainissement ont contribué à marginaliser les plus pauvres, à marchandiser des droits humains et citoyens universels qui doivent être et rester à la portée de tous. De l'autre, comme le reconnaît le rapport final de la *Commission mondiale des Barrages*, les grands ouvrages hydrauliques aggravent les déséquilibres sociaux et territoriaux en apportant les bénéfices aux plus riches et en faisant retomber invariablement les préjudices sur les plus pauvres et les plus vulnérables.



Photo : Karen Robinson

Medha Patkar, Sardar Sarovar, Inde 1999



Photo : Rogelio Allepuz, El Periódico de Aragón

Manifestation contre le Plan Hydrologique National, Madrid 2003

## Une exposition itinérante pour un plan d'action citoyen

Le double objectif d' « Eau, Fleuves et Peuples » est de *sensibiliser la société* et d'*impliquer les mouvements sociaux*. Sensibiliser par le contact direct avec ceux qui subissent les dommages de plein fouet, contact qui ne manquera pas de toucher les consciences et déterminera l'engagement de beaucoup de gens. Certes, les personnes spoliées qui luttent sur les différents fronts ne détiennent pas la « raison » ou la « solution » des problèmes complexes de la crise mondiale actuelle de l'eau. Il faut cependant reconnaître qu'elles en sont les premières victimes et qu'elles méritent donc d'être connues, reconnues et écoutées.

Il est évident que cela ne suffira pas... Il s'agit cependant d'ouvrir le débat et de provoquer des engagements concrets. A cet effet, « Eau, Fleuves et Peuples » vise à susciter, dans chaque ville, région et pays où elle s'installe, un plan d'actions citoyennes, organisé directement par les mouvements sociaux, syndicats, associations, éducateurs, artistes, experts et institutions concernés par la question. L'exposition cherche à provoquer une prise de conscience et un élan de participation citoyenne afin de renforcer et soutenir ces mouvements qui luttent, dans les faits, pour sensibiliser et engager la société à relever le défi commun de la crise actuelle de l'eau dans le monde.

Pour cela, « Eau, Fleuves et Peuples » invite ces mêmes mouvements à élaborer un complément d'exposition comportant des études de cas, locaux, régionaux et nationaux, illustrant des problèmes similaires, et à susciter le débat et l'action citoyenne à leur sujet.

## **Le témoignage des populations sinistrées en 27 cas sélectionnés**

Les 27 études de cas retenues sont réparties sur tous les continents et groupées en six thématiques :

- Déplacement massif de populations par les grands barrages
- Droit humain à l'eau et lutte contre la privatisation
- Dégradation des écosystèmes aquatiques et famine
- Eau, violence et conflits
- Catastrophes
- Victoires et solutions réussies

Chaque cas a été élaboré sous la responsabilité des différentes organisations soutenant le projet, avec la collaboration des communautés affectées et avec un travail sur le terrain de professionnels de la photographie et de l'audio-visuel.

La direction d'ensemble du projet a été assumée par Pedro Arrojo Agudo, la partie photographique a été coordonnée par Tove Heiskel, la documentation par Marisancho Menjón Ruiz et le secteur de l'image et des supports visuels par Pipa Alvarez et Sonia Llera.

### **«Eau, Fleuves et Peuples » est proposé au public sur trois types de supports :**

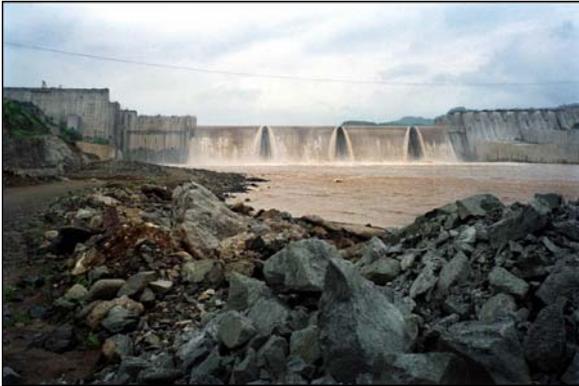
- Une exposition de photographies et de films d'auteurs d'environ 1.000m<sup>2</sup>
- Un catalogue en quatre versions : espagnol, anglais, français et portugais
- Une exposition virtuelle sur la Toile, avec ses espaces de discussion



Photo: Steven Benson

### ***1. Barrage des Trois Gorges, Chine : la grande muraille sombre***

Le barrage des Trois Gorges est le plus grand du monde et a provoqué de très graves problèmes sociaux, économiques et écologiques. Il a exigé l'expulsion d'un million cinq cent mille personnes, l'inondation de plus de 140 localités et d'une immense étendue de terres cultivables sur 630 km<sup>2</sup>. Il a entraîné la réduction d'un million de tonnes de pêche dans la Mer de Chine orientale, la fermeture de quelques 1.600 entreprises et usines et la disparition de nombreux monuments historiques et sites archéologiques. Le régime chinois réprime l'opposition à ce projet ainsi que la simple demande de compensations de la part de la population spoliée.



Photos:Karen Robinson

## ***2. Sardar Sarova, Inde : sauvons la Narmada***

Le fleuve Narmada, l'un des plus importants de l'Inde, est menacé par la construction de dizaines de barrages hydroélectriques en contrepartie de l'inondation de milliers d'hectares de terres fertiles, de l'expulsion de plus de 200.000 personnes et de la disparition de centaines de localités. Les personnes expulsées, privées de leurs droits et de leurs moyens de subsistance traditionnels, se voient condamnées à la faim et à la misère, contraintes à s'installer dans les banlieues des villes ou dans de nouvelles agglomérations dépourvues de conditions de vie décentes.

Le Narmada Bachao Andolan (Mouvement Sauvons la Narmada) s'est opposé avec ténacité à ces projets, avec un fort retentissement international, même s'il n'a pas pu paralyser définitivement la construction de ces barrages.



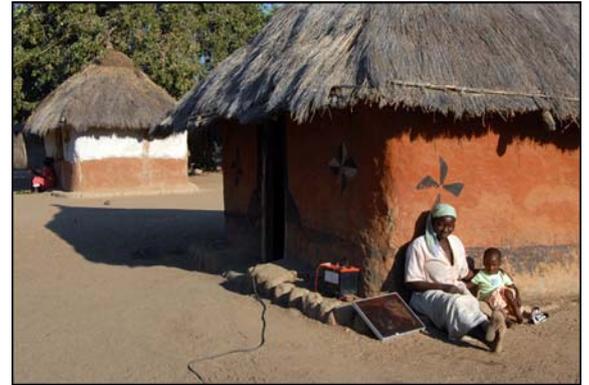
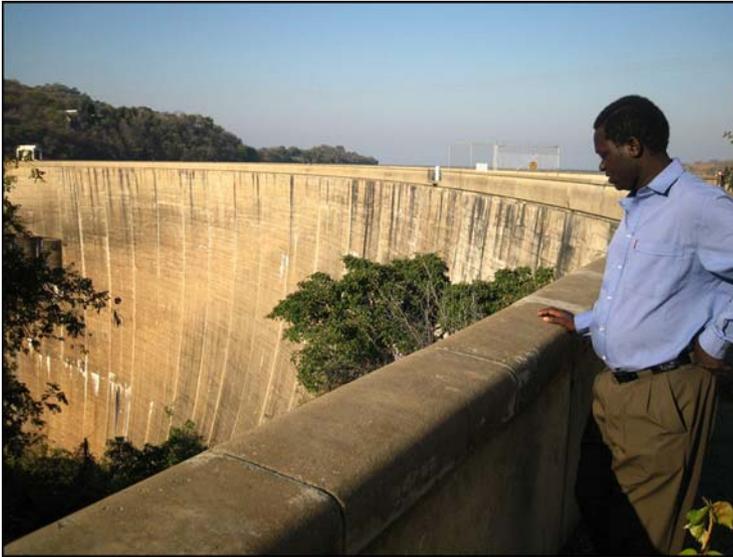
Photos: Mónica Giménez



### **3. Yacyretà, Argentine-Paraguay : Adieu au paradis**

Le barrage hydroélectrique de Yaciretá sur le fleuve Paraná, muraille de 5 km de long et de 65 km de digues, a exigé l'inondation de quelques 500 km<sup>2</sup> de terres et le déplacement forcé de plus de 40.000 personnes, la plupart des communautés de la mythique culture guaraní, en voie de désintégration à cause de cet ouvrage. Le coût des travaux a été multiplié par cinq et 6 milliards de dollars ont été détournés.

Actuellement, les personnes spoliées luttent toujours pour dénoncer la misère à laquelle ils ont été réduits et les violentes agressions commises par les paramilitaires (qui délogent les communautés en brûlant leurs maisons) mais aussi pour empêcher l'agrandissement du barrage. Ceci entraînerait la perte d'encre 200.000 ha de cultures, de 1.000 km<sup>2</sup> où vivent près de 80.000 personnes et la destruction des marais d'Iberá, une zone de grande valeur écologique à l'échelle mondiale.



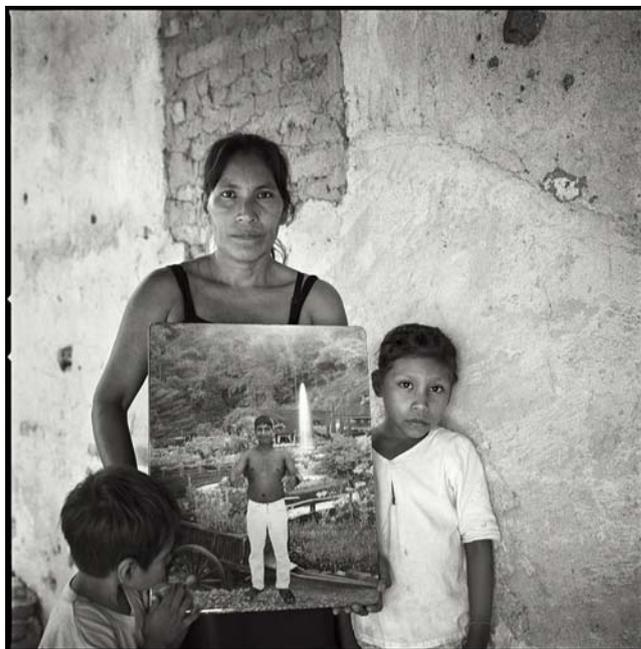
Photos: Karin Retief

#### ***4. Kariba, Zambie-Zimbabwe : No money, no power***

Avec plus de 30 barrages, le fleuve Zambèze est l'un des plus endommagés d'Afrique, bien que les impacts de ces infrastructures aient été passés sous silence. A cause de la construction du barrage de Kariba, des dizaines de milliers de personnes ont été expulsées en 1959 pour être réinstallées en plein désert, sans accès à l'eau et presque sans moyens de subsistance. Dans le même temps, les ressources en pêche diminuaient dramatiquement et les terres fertiles étaient inondées en aval. Cinquante ans plus tard, les victimes luttent toujours pour recevoir des compensations minimales qui puissent les délivrer de la misère.



Photo d' archive: CECOP



Photos: Roberto Bear Guerra

### ***5. La Parota, Mexique : La terre n'est pas à vendre***

Depuis l'année 2003, de nombreuses communautés de l'état de Guerrero s'opposent vigoureusement à la construction du barrage de La Parota sur le fleuve Papagayo. Sa réalisation inonderait plus de 17.000 hectares, exigerait de déloger quelques 25.000 personnes et mettrait en danger 75.000 autres personnes, en aval, par la perte de leurs ressources en pêche et de leurs autres moyens de subsistance. Le Conseil des Coopératives agricoles et des Communautés d'Opposition à La Parota (CECOP) a dénoncé la violation systématique de leurs droits fondamentaux, y compris l'assassinat de plusieurs de leurs leaders. Actuellement, les habitants reçoivent avec espoir des nouvelles qui tendent au gel de ce projet.



Photo: Aaron Burton

### **6. Traveston, Australie : "Quand pour être positif, il faut dire non"**

En avril 2006, le gouvernement d'Australie a annoncé la construction d'un grand barrage près de Traveston pour approvisionner la capitale en eau. Ce projet encourage une croissance urbaine insoutenable pour l'environnement et ignore les problèmes d'efficacité de la gestion de l'eau dans les réseaux urbains.

Ce barrage exigera le transfert par la force de milliers de personnes et la disparition de nombreuses entreprises et pêcheries ; il entraînera la perte d'environ 76 km<sup>2</sup> de surfaces irriguées ; il affectera des routes, des ponts, des voies ferrées, des télécommunications et des infrastructures énergétiques ; il aura un effet désastreux sur l'importante activité touristique de Great Sandy Straits ; enfin il inondera des zones de grande valeur historique et culturelle ainsi qu'une vaste superficie forestière et végétale.



Photos: Christian Kaiser



### ***7. Ilisu, Turquie : inonder l'Eden***

Le projet pharaonique du Sud-Est de l'Anatolie (GAP), lancé par le gouvernement turc depuis les années 60, prévoit la construction de 22 barrages et de 19 centrales hydroélectriques dans la vallée du Tigre, sous le prétexte de dynamiser le développement au Kurdistan. Mais la communauté kurde dénonce ce projet comme une partie de la stratégie de déplacements massifs et de dispersion à laquelle elle est soumise. Le barrage d'Ilisu, qui devrait être le deuxième du pays par sa taille, inonderait la ville d'Hasankeyf et son patrimoine culturel de 12.000 ans d'histoire, dans le berceau de la civilisation occidentale. L'opposition au projet fait face à de graves menaces de répression.



Photo: Dieter Telemans



Photos: Stefano Serra

### **8. Jourdain, Israël-Palestine : rivière sacrée et maudite**

Israël a la main-mise sur la source du Jourdain et détient les droits d'exploitation des nappes phréatiques dans sa zone d'influence. Le détournement du Jourdain vers le désert du Néguev pour irriguer de vastes cultures destinées à l'exportation ont fini par épuiser le Moyen Jourdain, où ne passent plus que des reflux salinisés, et a dégradé la Mer Morte de façon irréparable. La population palestinienne s'est vue interdire l'accès au Jourdain et le forage de nouveaux puits dans les nappes phréatiques. Chaque Israélien dispose de 304 m<sup>3</sup> d'eau par an tandis que les Palestiniens en ont moins de 80, ce qui provoque des problèmes extrêmement graves de subsistance et de santé.



Photo: James Rodriguez



Photo d' archive: COAHICH

### **9. Chixoy, Guatemala : Les massacres du Río Negro**

Une des plus grandes atrocités jamais commises pour expulser la population touchée par la construction d'un barrage a été le massacre de 450 personnes au Río Negro, dans la zone qui devait être inondée par le barrage de Chixoy. Face au refus des habitants d'abandonner leurs terres, les autorités ont lancé une campagne de terreur qui a abouti à la torture et à la mort de la plupart d'entre eux, dans un contexte de guerre civile sans pitié. Les survivants habitent maintenant dans de nouvelles communautés de relogés, sans moyens de subsistance décent. Ils luttent pour retrouver les corps de leurs êtres chers et pour que justice soit faite en leur accordant un traitement digne et en jugeant les coupables.



Photos: Conchita Guerra



### **10. Urrá, Colombie : Do wâbura, adieu rivière**

Le barrage hydroélectrique Urrá I, sur le fleuve Sinú, a submergé 7.400 hectares et déplacé des dizaines de milliers de personnes en affectant gravement, entre autres, les communautés indigènes Embera-katio. Le barrage a réduit les ressources de pêche du pays de 6.000 tonnes à 1.700 tonnes actuellement, ce qui met en danger la survie de dizaines de milliers de personnes. Plusieurs leaders de la lutte contre ce projet ont été assassinés. Actuellement, le fleuve Sinú et les communautés Embera-katio sont sous la menace de la construction d'un nouveau projet hydroélectrique dix fois plus grand.

Photos: Erik Linder et Francesca Casciari, CALIAS



Photo d' archive: Bepi Zanfron



### **11. Le barrage de Vajont, Italie : Une tragédie annoncée**

Pendant la construction du barrage de Vajont, dans les Alpes italiennes, les études géologiques ont démontré que les versants du bassin étaient dangereusement instables, en particulier celui du Mont Toc. Néanmoins, l'entreprise adjudicatrice, la SADE, a poursuivi les travaux. Le 9 octobre 1963, peu après l'achèvement du barrage, le Mont Toc s'effondra dans le lac de retenue, soulevant une lame de 90 m de hauteur qui détruisit Longarone et cinq autres villages voisins et endommagea gravement ceux d'Erto et de Casso. Près de 2.000 personnes périrent. Seul un dirigeant de la SADE purgea une peine de réclusion d'un peu plus d'une année. On fit croire à l'opinion publique qu'il s'agissait d'une "catastrophe naturelle". Actuellement, les survivants réclament toujours à l'Etat italien qu'il reconnaisse la vérité des faits et ils dénoncent le détournement des sommes destinées aux compensations.



Photos: Michael Appleton



## ***12. L'ouragan Katrina, Etats-Unis : Une catastrophe "pas naturelle"***

L'ouragan Katrina a atteint le continent à 80 kilomètres de La Nouvelle Orléans. La ville avait en fait échappé à l'ouragan. Pourtant les 4/5èmes de la ville furent inondés, sous six mètres d'eau dans certaines zones, 1.200 personnes moururent et il y eut pour 28.000 millions de dollars de dégâts.

L'enfoncement progressif du delta (qui ne reçoit plus les sédiments que les barrages retiennent), la construction de digues sur des centaines de kilomètres (qui accélèrent la montée des crues) et la mauvaise conception des murs qui protègent la Nouvelle Orléans, où l'on avait construit des quartiers (pour les gens pauvres) dans des zones inondables, ont abouti à un désastre dans lequel la main de l'homme assume de graves responsabilités et où la vulnérabilité des plus pauvres est apparue aussi évidente qu'injustifiable.

Les coûteuses stratégies habituelles pour enrayer les crues ont échoué. Tant aux Etats-Unis qu'en Europe, on commence à appliquer le principe de "laisser de la place à l'eau" en rendant aux fleuves des espaces inondables dans des zones inhabitées, pour atténuer leurs crues, au lieu de prétendre "dominer la nature".



Photo: Radek Skrivanek



Photo: Dieter Telemans

### ***13. La Mer d'Aral, Ouzbékistan : un désert de sel sous les yeux***

La Mer d'Aral, qui était le quatrième lac du monde en étendue, a diminué et même failli disparaître à cause du détournement du cours de ses rivières, l'Amou Daria et le Syr Daria, pour cultiver le coton dans des terres sèches et lointaines. Des villes, qui furent à une autre époque des ports de commerce prospères au bord de la mer d'Aral, se retrouvent maintenant au milieu d'un désert de sel, à des centaines de kilomètres de la côte. L'insalubrité de cette région provoque de graves problèmes chez la population et les taux de mortalité infantile sont parmi les plus élevés du monde. L'image des vieux bateaux échoués dans le désert est devenue le symbole du désastre écologique et humain provoqué par l'usage irrationnel de l'eau.



Photos: Cédric Faimali

#### **14. Lac Tchad, Tchad : le lac qui disparaît**

Le lac Tchad était l'un des plus grands du monde mais le changement climatique et le détournement massif des eaux qui l'alimentent vers de grands projets d'irrigation dans d'autres zones a réduit radicalement sa surface ces quatre dernières décennies : sur les 26.000 km<sup>2</sup> qu'il couvrait vers 1960, il en restait à peine 900 en 2006. Si rien n'est fait, on prévoit sa disparition complète dans quelques décennies.

Sans le lac, c'est la pêche et l'agriculture traditionnelle qui disparaissent aussi, c'est à dire les moyens de subsistance de 20 millions de personnes.



Photos: Erik Linder et Francesca Casciarri, CALIAS

### ***15. Mekong, Thaïlande, Laos et Cambodge : Comme une artère bouchée***

Le fleuve Mékong est le cœur du Sud-Est asiatique. Soixante-dix millions de personnes en dépendent pour s'alimenter, boire et se transporter. Ses inondations annuelles sont indispensables à la production de riz et de légumes ainsi que pour maintenir la pêche. Pourtant toute la vie qu'il entretient est menacée par la construction de plus de cent grands barrages. Certains, comme ceux de Pak Mun et Theun Hinboun, ont condamné des centaines de milliers de personnes à la faim et à la dénutrition en les privant de leurs moyens de subsistance, basés sur la pêche. Ils ont détruit de nombreuses communautés et leur ont arraché leurs terres et leurs moyens de vivre, en hypothéquant pour toujours le recours à une autre forme de développement.



Photos: Dominique Morissette



**16. Le delta de l'Indus au Pakistan : fermez les yeux si vous préférez ne pas voir.**

Depuis la chaîne de montagnes du Tibet jusqu'à la Mer d'Arabie, le fleuve Indus est la principale ressource d'eau douce du Pakistan. Les 3.000 km de son cours et son delta de 700.000 hectares font vivre des millions de personnes. La croissance de la population, la sécheresse mais surtout la construction de plusieurs barrages ont provoqué un désastre écologique : la pêche a disparu, les terres se sont salinisées et les conditions de vie de la population se sont dégradées dramatiquement.



Photos: Brent Stirton



### **17. Rivière Omo, Ethiopie : le barrage Gibe 3**

La rivière Omo, dans le sud-est torride de l'Ethiopie, débouche dans le lac Turkana (au Kenya) au milieu d'une zone désertique. Un demi-million de personnes vivent le long du cours inférieur de l'Omo. L'alimentation de cette population dépend des cycles saisonniers des crues ; quand l'inondation se retire, ils sèment leurs cultures et font paître leur bétail dans la zone inondable, enrichie par les substances nutritives des sédiments. Actuellement, leur survie est menacée par la construction d'un grand barrage hydroélectrique, Gibe 3, qui altérerait gravement le régime fluvial.

Par ailleurs, en 2003, 5.000 membres de l'ethnie Konso ont été réinstallés sur des terres de l'ethnie Bodi sans que celle-ci ait reçu de compensations. Les tensions entre les deux communautés ont entraîné de graves affrontements et des morts. La perte de terres fertiles sur les rives du fleuve, à cause du barrage, et la situation de famine à laquelle les Bodi sont acculés donne à craindre pour la paix dans la région.



Photos: Aldo Cardoso

### **18. Guerre de l'eau à Cochabamba, Bolivie : "L'eau est au peuple, merde !"**

En 1997, la Banque Mondiale a imposé la privatisation de l'eau à El Alto-La Paz et dans la ville de Cochabamba en contrepartie de son aide financière. Elle fut confiée à la compagnie Aguas del Tunari, filiale des sociétés transnationales Bechtel, Edison et Albengoa, qui en janvier 2000 augmenta les tarifs de 200 % et prit le contrôle de tous les réseaux d'eau, des coopératives des quartiers et des sources d'irrigation. La Fédération de Défense de l'Eau et de la Vie a contesté cette concession et ses manifestants ont rempli les rues. Le gouvernement du général Hugo Banzer a fait emprisonner les dirigeants de la Fédération et a décrété l'état de siège de la ville qui fut occupée par l'armée pendant 90 jours. La résistance citoyenne est cependant parvenue, après avoir subi deux morts et de nombreux blessés dans les banlieues privées d'eau potable, à faire annuler par le gouvernement son contrat avec Aguas del Tunari.



Photos: Abdul-Yakeen Aluiza Amasaba

### **19. Privatisation au Ghana : comment l'Afrique brise le mirage ?**

Dans les années 90, la société publique GWSC, qui gérait les 190 réseaux urbains d'eau du Ghana, entra en crise avec 344 millions de dollars de dettes, dues à son inefficacité et à des détournements de fonds. La Banque Mondiale, appliquant la doctrine libérale toute puissante, encouragea sa privatisation à partir du Programme de Rétablissement et d' Ajustement Structurel. En 1988, les tarifs augmentèrent de 140%. Puis, en 2006, l'entreprise Aqua Vitens Rand Limited reçut la concession selon le principe du Partenariat Public-Privé (PPP), le modèle français de privatisation. Loin de s'améliorer, le service empira. Les coupures d'eau provoquèrent un tel scandale que le Gouvernement commanda un audit dont les conclusions furent sans appel. Les engagements d'amélioration de la qualité n'avaient pas été tenus. En particulier, aucun traitement n'était appliqué contre l'arsenic, le plomb, le cyanure, le cuivre et le zinc qui empoisonnent l'eau de certaines régions à cause des mines à ciel ouvert.

La Coalition Contre la Privatisation de l'Eau, une vaste alliance (de groupes communautaires et religieux, de syndicats et d'associations citoyennes), intégrée dans le Réseau Africain de l'Eau (dans 24 pays africains), lutte pour le droit humain à l'eau potable.



Photo d' archive: GRUFIDES, minière à ciel ouvert à Cajamarca

## ***20. Exploitation minière à ciel ouvert à Cajamarca, Pérou : des vies contre de l'or***

L'entreprise minière Yanacocha pratique l'extraction de l'or à ciel ouvert à Cajamarca, à 850 km de Lima. L'extraction de plus de 500.000 tonnes par jour de minerais, dans le bassin des sources des rivières Rejo, Llaucano et Cajamarquino, pour obtenir quelques modestes grammes d'or, détruit rapidement les montagnes et les cours d'eau, mais aussi les nappes phréatiques auxquelles s'approvisionnent les populations de cette région.

La terre extraite est déposée sur de grandes terrasses où elle est lixiviée au cyanure, provoquant la contamination des rivières. De ce fait, les habitants de la région souffrent de très graves problèmes de santé. L'exploitation minière à ciel ouvert a détruit la vie et l'avenir sur 26.000 hectares et veut élargir son activité sur encore 25.000 hectares, au mépris de l'opposition de la population dont les droits ont été violés à maintes reprises.



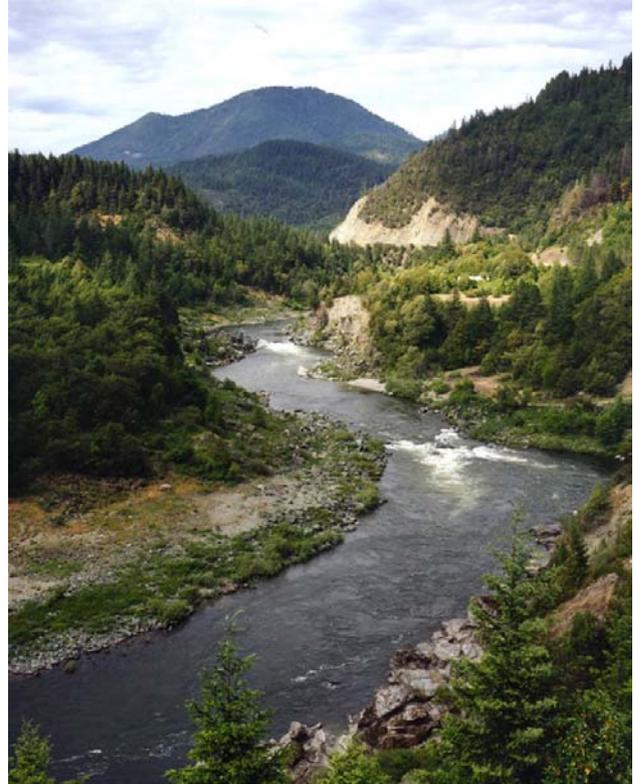
Photo d' archive: Helge Sunde



Photo: Tove Heiskel

## ***21. Le barrage d'Alta, Norvège : laissez vivre le fleuve***

L'opposition à la construction du barrage d'Alta, dans les années 1970, a été pionnière dans la lutte contre les grands barrages dans toute l'Europe. Les communautés indigènes sames, dans le nord de la Norvège, ont rattaché la lutte contre le barrage à la réclamation de leurs droits en tant que peuple. Après des mobilisations intenses comprenant deux grèves de la faim et le blocage des travaux pendant plusieurs mois, leur lutte obtint satisfaction: le gouvernement norvégien réduisit fortement le projet initial et apporta des modifications pour préserver la richesse naturelle du fleuve, outre des dispositions constitutionnelles reconnaissant officiellement l'identité culturelle, sociale et politique du peuple same.



Photos: Robert Dawson

## **22. Fleuve Klamath, Etats-Unis : ouvrez cette porte de fer.**

Aux Etats-Unis, ces dernières décennies ont vu le démantèlement de plusieurs dizaines de grands barrages à l'expiration des concessions d'exploitation des eaux. On estime désormais que l'état naturel des rivières, selon la procédure légale de "cours d'eau sauvage et pittoresque" (wild and scenic river), apporte plus d'avantages économiques et écologiques que sa retenue pour la production d'électricité. Les communautés affectées par la construction de plusieurs barrages hydroélectriques sur le Klamath, jadis réputé pour la pêche du saumon, réclament la démolition des infrastructures qui retiennent ses eaux, en raison des graves dommages économiques et sociaux provoqués. Ils ont de bonnes raisons d'espérer l'obtenir, étant donné la nouvelle valeur donnée maintenant aux rivières libres en Amérique du nord.



Photos: Tove Heiskel



Photo: Rogelio Allepuz, El Periodico de Aragón



### ***23. Fleuve Ebre, Espagne : les transferts ne sont pas la solution***

Le Plan Hydrologique National (PNH), conçu en Espagne en 1998, prévoyait un grand transfert de l'eau du fleuve Ebre vers la côte de la Méditerranée, afin de répondre à la demande croissante en eau pour l'irrigation intensive et le développement immobilier et touristique à grande échelle. Les dommages écologiques, sociaux et territoriaux liés à ce détournement, joints aux approximations économique-financières de ce projet, provoquèrent une forte opposition, surtout en Aragon et en Catalogne, qui fut appuyée par la communauté scientifique et, en dernière instance, par les institutions européennes.

En mars 2004, le projet de transfert fut annulé et l'application de solutions alternatives mise en place. La Nouvelle Culture de l'Eau donne, comme points clés, de nouveaux objectifs soutenables pour l'organisation du territoire et de la ville, la modernisation des réseaux urbains et des systèmes d'irrigation, l'application de nouvelles techniques de dessalement, l'économie de la ressource en eau et sa réutilisation.



Démantèlement du barrage San Estebán de Vigan, le 24 juin 1998.

Photo d'archive: Luc Olivier

#### **24. Bassin de la Loire, France : La Loire... une belle histoire**

Vers la fin des années 80, un ambitieux projet de régulation de la Loire fut élaboré, à partir de sa tête de bassin, au travers de quatre grandes retenues et d'une centaine de km de digues. Le dernier grand fleuve sauvage d'Europe était en péril. Heureusement, toute la population du bassin se mobilisa pour défendre le fleuve, SOS Loire Vivante occupant pendant 5 ans le site prévu pour construire le premier ouvrage. Le Gouvernement, non seulement renonça à ses projets, mais approuva en 1994 le "Plan Loire Grandeur Nature", dont l'objectif est de préserver la Loire au moyen d'une gestion "douce" du fleuve, et de sauvegarder, entre autres, le saumon migrateur. A cette fin, en 1998, plusieurs barrages, en fin de concession et qui empêchaient la remontée du saumon pour frayer, ont été effacés. Aujourd'hui, la Haute Loire est l'un des sanctuaires naturels les mieux conservés de France et sa population vit du tourisme rural et de son capital nature.



Photos: Roberta Guimarães

### ***25. Un million de citernes, Brésil : constructions citoyennes dans le nord-est brésilien semi-aride***

Le nord-est du Brésil est une région semi-aride de 947.752 km<sup>2</sup> où vivent 22 millions de personnes. Le changement climatique crée actuellement des situations de pénurie qui pourraient provoquer des exodes comme ceux du Sahel africain. Pour l'instant, l' "Articulation du Semi-aride du Brésil" (ASA), réseau de 700 organismes (syndicats agricoles et ouvriers, coopératives, églises, communautés et ONG écologistes...) a empêché le désastre humain.

Le discours officiel est encore lié aux grands projets hydrauliques, comme le Transfert du fleuve San Francisco, un double canal de 700 km, d'un coût de 1 500 millions d'euros, destiné à l'irrigation massive d'agro-business d'exportation, d'agro-combustibles et d'élevage de crevettes. Un puissant mouvement social s'y oppose depuis le fleuve San Francisco, rejoint par l'ASA depuis le Nordeste.

Pour faire reconnaître l'accès à l'eau comme un droit humain, l'ASA a développé le Programme "1 Million de Citernes pluviales", qui garantira de l'eau de qualité à 5 millions de personnes. Dans plus de mille municipalités, 190.330 citernes ont déjà été construites et 187.923 familles ont été formées à la gestion de l'eau.



Photos: Hermes León

## **26. Femmes Mazahuas, Mexique : La lutte pour le droit à l'eau**

En septembre 2004, après une année de lutte, les femmes mazahuas, armées symboliquement d'outils de paysans et de fusils de bois, formèrent l'Armée Zapatiste des Femmes Mazahuas pour la Défense de l'Eau. Le Système Cutzamala, avec 140 kms de canaux, de tunnels et d'énormes stations de pompage, transférait depuis leur territoire 480 millions de mètres cubes vers la zone urbaine de Mexico, alors que leurs communautés n'avaient même pas l'eau potable.

Une succession sans fin de marches vers la ville de Mexico, de grèves de la faim, de manifestations et de piquets de surveillance, les femmes toujours en avant, parées de leurs beaux costumes, leurs enfants à l'épaule et leurs fusils de bois à la main, leur donnèrent une telle popularité que le gouvernement mexicain finit par accepter de négocier leurs demandes : de l'eau potable et un plan de développement intégral et soutenable. Par leur condition de mères et de femmes indigènes, les Mazahuas ont créé l'alliance entre le mouvement des femmes, le mouvement des indigènes et le mouvement écologiste dans la lutte pour le droit humain à l'eau.



Photos: Tove Heiskel



Photo d' archive: Milagros Palacio

## ***27. Jánovas : la rivière épargnée, l'immersion encore en suspens***

Jánovas, Lavellita, Lacort et douze autres villages de la vallée de l'Ara, à la porte du Parc National d'Ordesa, ont été détruits dans les années 60 pour un barrage qui n'a jamais été construit. Les conflits d'intérêts entre l'administration et Iberduero, actuellement Iberdrola, qui allait vendre ses droits à Endesa, usufruitière du barrage, ainsi que les doutes quant à sa rentabilité retardèrent les travaux pendant des décennies. Leurs habitants furent pourtant obligés de s'en aller de force, parfois par la violence, comme lors de l'emploi de la dynamite pour détruire les maisons alors que des gens habitaient encore à Jánovas.

La famille Garcés résista à ce harcèlement pendant vingt ans. En 2001, une évaluation négative de l'impact écologique sur l'ancien projet mit fin à la menace et sauva la rivière. Aujourd'hui cependant, plus d'un demi-siècle après, les anciens habitants de la vallée et leurs descendants luttent encore pour recouvrer leurs droits et reconstruire leurs vies dans une vallée détruite par un projet hydroélectrique notoirement inutile. En 2008, l'immersion a été à nouveau évoquée.

**EAU, FLEUVES ET PEUPLES**

A l'initiative de la Fundación Nueva Cultura del Agua

**En collaboration avec :**

International Rivers et European Rivers Network

**Direction :**

Pedro Arrojo Agudo

**Commissaire :**

Tove Heiskel

**Documentation :**

Marisancho Menjón

**Production audiovisuelle :**

Pipa Álvarez  
et Sonia Llera

**Site Web:**

Francisco Serón  
et Pablo Orensanz

**Deisgn:**

Isidro Ferrer

**Design exposition:**

Versus Estudio Gráfico

**Traduction:**

Gérard Lhouthé et Valérie Valette

**FUNDACIÓN NUEVA CULTURA DEL AGUA (FNCA)**

Pedro Arrojo  
Mónica Martín  
Laura Sánchez

**INTERNATIONAL RIVERS (IR) (EEUU)**

Patrick McCully  
Erik Johnson

**EUROPEAN RIVERS NETWORK (ERN) (Francia)**

Roberto Epple  
Valérie Valette

**PARRAINAGE**

Pavillon des Initiatives Citoyennes "El Faro"

The Kendeda Fund

Área de Medio Ambiente y Articulación Territorial de  
la Diputación Provincial de Málaga

Agència Catalana de l'Aigua

**AVEC LA COLLABORATION DE :**

Fundación Biodiversidad

**AVEC LA PARTICIPATION DE :**

3S Rivers Protection Network (Camboya)

ADIVIMA (Asociación para el Desarrollo Integral de  
las Víctimas de la Violencia en las Verapaces, Maya  
Aché, Guatemala)

The Advocacy Project

Africa Water Network (Ghana)

ASA (Brasil)

Assembly of the Poor (Tailandia)

Basilwizi (Zimbabwe)

Bulimba Creek Catchment Coordinating

Commitee Inc. (Australia)

CECOP (Consejo de Ejidos y Comunidades

Opositoras a La Parota, México)

COAGRET (España-Portugal)

Collectif Argos (Francia)

Coordinadora de Comunidades Afectadas

por la Hidroeléctrica Chixoy (Guatemala)

ECOFONDO (Colombia)

FIVAS, Association for International

Water Studies (Noruega)

GRUFIDES (Grupo de Formación e Intervención para  
el Desarrollo Sostenible, Perú)

Ingenieros Sin Fronteras (ISF, España)

Kurdish Human Rights Project (Gran Bretaña)

Pakistan Fisherfolk Forum (Pakistán)

Save the Mary River (Australia)

SOS Comunidad (Argentina)

Sustain Labour

World Wildlife Fund/Adena (España)

**PRODUCTION:**



**AVEC LA COLLABORATION DE :**



**PARRAINAGE:**



**AVEC LA COLLABORATION DE :**



## INDEX DES PHOTOGRAPHES :

Álvarez, Pipa  
Ameztoy, Argeo  
Appleton, Michael  
Amasaba, Abdul-Yakeen Aluiza  
Benson, Steven  
Burton, Aaron  
Cabellos, Malú  
Cardoso, Aldo  
Casciarri, Francesca/CALIAS PHOTO  
Cossar-Gilbert, Samuel  
Dawson, Robert  
Faimali, Cédric  
Fremson, Ruth/ NY Times  
Galland, J.P.  
Garen, Micah  
Guerra, Conchita  
Guerra, Roberto  
Guimarães, Roberta  
Heiskel, Tove  
Jiménez, Mónica  
Kaiser, Christian  
León, Hermes  
Lima, Renato  
Linder, Eirik/ CALIAS  
McKinnon, Heidi  
Montavon, Pierre/ PANOS  
Morrissette, Dominic  
Retieff, Karin  
Roa, Juan  
Robinson, Karen  
Rodríguez, James  
Roldón, Maribel  
Sen, Saner  
Serra, Stefano  
Skrivanek, Radek  
Souchard, J. F.  
Spada, Bruno  
Stirton, Brent / Getty Images  
Telemans, Dieter  
Wen Da, Luo  
Weyl, Laurent  
Zinclar, João

## INDEX DES AUTEURS :

Adam, Al-Hassan  
Arrojo, Pedro  
Copitzky Gómez-Fuentes, Anahí  
Guerra, Roberto  
Hathaway, Terri  
Irvin, Anna  
Kloster, Karina  
McCully, Patrick  
McKinnon, Heidi H.  
Menjón Ruiz, Marisancho  
Meredith, Peter  
Preston, Andrew  
Rocha Monroy, Ramón  
Santos Molano, Enrique  
Tire, Magali Iris  
Valette, Valérie  
Wiechetek, Pawel

## **INDEX DES PHOTOS D'ARCHIVES :**

Allepuz, Rogelio / El Periódico de Aragón (España)  
Archivo CIRMA, Antigua, Guatemala (Guatemala)  
Arana, Padre Marco  
Asociación de Antiguos Vecinos de Jánovas  
(España)  
Bayona, E. / El Periódico de Aragón (España)  
Basilwizi (Zimbabwe)  
CECOP (México)  
COCAHICH Archival Images (Guatemala)  
De Castro, Á. / El Periódico de Aragón (España)  
Diario El Comercio (Perú)  
Doga Dernegi (Turkía)  
ECOVIDA (Perú)  
Eide, Bernt (Noruega)  
Epple, Roberto; SOS Loire Vivante, ERN (Francia)  
FAFG, ciudad de Guatemala  
Gómez, Anahí  
GRUFIDES (Perú)  
Janssens, Bert (Guatemala)  
Lambrigger, Jonas (Perú)  
McKinnon, Heidi H. (Guatemala)  
Museo Comunitario Rabinal Achí (Guatemala)  
Pérez, Gonzalo/ Frontera Images  
Rabinal Achí Archive (Guatemala)  
Ramírez, Donoso Father Gregorio (Guatemala)  
Soupet, Michel (Francia)  
Sunde, Helge (Noruega)  
Tannvik, Kåre (Noruega)  
Tecú, Cuxum (Guatemala)  
Tejada, Karina (México)  
Zanfron, Bepi (Italia)

## **INDEX DU MATERIEL AUDIOVISUEL :**

Agua, ríos y pueblos, Sonia Llera, FNCA

Río Abajo, Silvina Cuman y Javier Orradre

Del Pirineo al Delta, la lucha contra el Tránsito del  
río Ebro, Pipa Álvarez, FNCA

Desarraigo, Pawel Wiechetek

Jánovas. Víctimas de un pantano de papel,  
Paco Fransi

Dejad vivir al río, Pipa Álvarez y Tove Heiskel,  
FNCA

Agua, un dret i no una mercaderia, Jaume Delclos,  
Luna Haro, Gina Pascual, ISF

Agua y minería en los Andes de Perú. La lucha  
por el derecho al agua, Grufides, CJCSTUDIO

Audiovisuales de la Gala de Homenaje a los  
defensores de los ríos, Films59

### **EDITION DVD:**

Pipa Álvarez  
Sonia Llera  
Fernando Vera

**REMERCIEMENTS :**

Laboratorio Audiovisual,  
Ayuntamiento de Zaragoza  
Films 59  
Financial Times  
New York Times  
O'Reilly, Gemma  
El Periódico de Aragón  
Tartaruga Imagen  
Universidad de Zaragoza  
Carlos Chen  
Tiziano Dal Farra  
Loredana Trevisani  
Italo Filippin  
Carolina Teza  
Vincenzo Teza  
Álvaro Mazarrasa  
Fernando Vera  
María Rubio  
Paco de Miguel  
Pepe Oros